

Rebonds

Miné par un marxisme de fer, le nationalisme martial de Jean-Pierre Chevènement conduit à refuser aux pays du Sud les voies du développement.

Le «Che» fondamentaliste

par ZAKI LAÏDI

Dans le panthéon souverainiste qu'il s'est fabriqué, Jean-Pierre Chevènement a depuis longtemps choisi ses mentors: ils ont pour noms Méline, Maginot et Barrès. Pendant longtemps M. Chevènement a développé son nationalisme dans un marxisme de fer au double sens du terme. D'une part, parce qu'il reposait sur une fascination très forte pour le modèle soviétique. D'autre part, parce qu'il se référait à une conception étatiste et très autoritaire du pouvoir. Le marxisme de Jean-Pierre Chevènement a toujours davantage rimé avec Albanie qu'avec Gramsci. Aujourd'hui, dans un contexte de mondialisation accélérée, il se dévoile. Il nous montre que son souverainisme n'est en fait qu'un fondamentalisme nationaliste dont la conséquence conduit, au nom d'un antilibéralisme, à refuser aux pays du Sud les voies au développement. Il ne veut ni mobilité du travail ni mobilité du capital, oubliant ainsi que c'est aussi comme cela que la France et l'Europe se sont développées. Certes, à Porto Alegre, le nationalisme martial de Jean-Pierre Chevènement peut aisément faire illusion. Mais derrière une table de négociation, la quasi-totalité des pays du Sud ne peut voir en lui qu'un adversaire intraitable.

En bon antilibéral, Jean-Pierre Chevènement devrait être favorable à une meilleure régulation des rapports mondiaux, régulation qui passe par un rééquilibrage des rapports Nord-Sud, une stabilisation des grands ensembles régionaux ainsi qu'une meilleure prise en compte des attentes de la société civile mondiale. Dans les faits il s'est toujours élevé contre les décisions allant

dans ce sens car son nationalisme est peut-être plus exacerbé que son antilibéralisme. Il a combattu l'euro, dont il disait qu'il serait surévalué. Il s'est opposé à la création de l'OMC. Il s'est montré défavorable à la création d'une Cour pénale internationale qui criminaliserait trop à ses yeux l'ordre international et par conséquent les nationalistes avec lesquels on est, selon lui, trop injuste. Personne ne pense que ces institutions régulent tout. Mais elles constituent des progrès vers une «gouvernance mondiale». La logique nationaliste refuse un tel raisonnement.

M. Chevènement n'a qu'un objectif en tête: refuser toute régulation effective, récuser toute idée réformiste de progrès pour que les dérèglements mondiaux provoquent la seule solution viable à ses yeux: la renationalisation des politiques. Ce qui explique le refus d'un José Bové de se voir instrumentalisé par Jean-Pierre Chevènement. Ce qui explique l'indignation d'un Alain Krivine ahuri de croiser Jean-Pierre Chevènement à Porto Alegre. Venons-en maintenant au fond des arguments de Jean-Pierre Chevènement contre l'OMC et le dernier sommet de Doha.

Il faut tout d'abord rappeler qu'une conférence comme celle de Doha n'est que le début d'un processus. Elle fixe un programme de négociations et ne préfigure pas de leur résultat. Il faut ensuite dire qu'en dépit de ses faiblesses, l'OMC est probablement une des institutions mon-

diales les plus représentatives non seulement par l'importance de ses membres, mais par le fait qu'elle ne peut fonctionner qu'au consensus. Il n'y a pas de Conseil de sécurité à l'OMC. Naturellement personne ne peut vraiment croire que, dans les faits, tous les Etats ont le même poids ou la même influence. Mais cette égalité formelle contraint à la négociation et donc au jeu des concessions réciproques. Ce qui veut dire

que les jeux ne sont jamais faits d'avance. Depuis Seattle, les pays du Sud, y compris les pays d'Afrique, ont appris à mieux se défendre. Ils sont donc attachés à l'OMC et à ses décisions. S'il y a un objectif politique à poursuivre, c'est bien de renforcer l'OMC en faisant en sorte que le pluralisme s'exprime y compris pour combattre le dogmatisme néolibéral, que la Cnuced se convertisse en une agence technique de l'OMC au service des pays en voie de développement (PVD), ou que l'on tienne certains secteurs comme la culture en dehors du champ de compétence de l'OMC. Car, contrairement à ce qu'affirme sans preuve Jean-Pierre Chevènement, l'OMC n'est pas l'Organisation commerciale du monde. Toute la stratégie européenne est précisément d'éviter une «OMCisation» du système mondial en renforçant les agences des Nations unies.

Venons-en maintenant au fond du dossier: M. Chevènement voit dans Doha une capitulation politique qui conduira à l'abandon des subventions agricoles à l'exportation. Il y voit une disparition programmée des agriculteurs qui n'avantagerait que les autres grands pays riches. Cette interprétation n'est étayée par aucune donnée concrète. Avec ou sans Doha, avec ou sans l'OMC, la réforme profonde de la PAC est une nécessité qui s'impose, non pas pour se plier au libre-échange, mais parce que le mécanisme des subventions est terriblement destructeur. Il enrichit les plus riches: 25 % des exploitations absorbent 70 % des subventions, lamine la classe moyenne des agriculteurs, menace les agricultures des PVD et bloque leurs exportations, tue la biodiversité, dégrade la qualité de l'alimentation, et tout ceci à protection extérieure quasiment constante! En fait, l'OMC n'est qu'un adjuvant à une réforme indispensable et au demeurant largement engagée. Elle aurait été encore mieux engagée si à Berlin, en 2000, le chef de l'Etat – et lui seul – n'avait pas freiné la réforme, probablement pour protéger les agriculteurs les plus nantis dont Jean-Pierre Chevènement veut capter les voix. Une vraie réforme de la PAC devrait à terme rendre l'agriculture européenne moins productiviste et moins exporto-dépendante. Ceci d'autant plus qu'entre un refus de réformer la PAC, comme le suggère Jean-Pierre Chevènement, et l'ouverture pure et simple du marché européen qui menacerait nos agriculteurs, il existe une marge d'action qui consiste à organiser les filières en segmentant les produits pour relever les prix, rééquilibrer le rapport des forces entre l'agriculture et l'agro-industrie, rétablir les liens entre consommateurs et monde rural sans oublier, naturellement, le soutien aux agriculteurs plutôt qu'aux productions. Il est par ailleurs tout à fait envisageable de procéder à une réduction différenciée des subventions en donnant la priorité à celles qui gênent le plus les pays en développement. Mais

tout ceci n'intéresse pas Jean-Pierre Chevènement. Ce qui l'intéresse c'est de jouer sur la radicalisation des enjeux, sur l'irréductibilité des positions. Dans son argumentaire politicien, Jean-Pierre Chevènement veut réduire les enjeux de la libéralisation du commerce mondial à un affrontement entre les partisans du «tout marché» et les adversaires de cette évolution. Mais la réalité est plus complexe. Car à cet enjeu s'ajoute un autre enjeu: le conflit Nord-Sud.

Sur la question environnementale, il est tout d'abord piquant de voir l'adversaire le plus acharné des Verts et de leurs choix déplorer que le lien entre environnement et commerce n'ait pas été pris en compte. Mais ceci est tout simplement faux. La déclaration de Doha est celle qui, à ce jour, est allée le plus loin dans une reconnaissance du lien entre commerce et environnement. Certes, on pourrait sans doute encore aller plus loin. Mais il ne suffit pas de vouloir aller plus loin pour y parvenir. Car sur ces questions où l'Europe est en pointe, elle n'a pas beaucoup d'alliés. Les Américains sont peu mobilisés et la plupart des pays en développement voient dans la clause environnementale un protectionnisme déguisé. Il ne reste donc qu'à convaincre et négocier la reconnaissance d'un lien entre les règles de l'OMC et les accords environnementaux existants, en attendant qu'une organisation mondiale de l'environnement soit créée pour établir des standards environnementaux opposables au commerce. A cette fin, il faut renforcer la coopération entre les Etats et les ONG et notamment celles du Sud, pour convaincre les pays du Sud que le respect de l'environnement n'est pas une contrainte mais un atout pour leur développement. Mais là où véritablement le souverainisme se meut en nationalisme hostile au Sud c'est quand Jean-Pierre Chevènement s'inquiète de voir le Nord faire plus de concessions tarifaires que les pays du Sud. On aimerait bien savoir ce que les antimondialisations pensent de cela. Car s'il y a bien une manière d'aider le Sud c'est bien de fonder une libéralisation des échanges sur le principe de concessions asymétriques dans les domaines où ces pays disposent d'un avantage comparatif. Cela est le cas des produits textiles qui concernent avant tout les Etats-Unis, surprotégés par rapport à l'Europe parce que leur industrie textile n'est jamais parvenue à se moderniser. Au lieu donc de refuser que l'on fasse des concessions tarifaires, Jean-Pierre Chevènement devrait se plonger sur le dernier rapport de l'Oxfam (1) qui évalue pour les pays d'Asie du Sud à deux milliards de dollars le manque à gagner découlant du protectionnisme textile nord-américain. Le discours nationaliste de Jean-Pierre Chevènement doit donc être combattu aussi bien par les réformistes que par les antimondialisations car au nom d'une vision nationaliste et des rapports mondiaux il ne cherche en fait qu'à empêcher les pays du Sud de tirer avantage de leur seule marge de développement. Le marxisme a pendant vingt ans permis à M. Chevènement de masquer sa conception autoritaire et centralisatrice du pouvoir pour mieux assurer la victoire du socialisme dans un seul pays. Aujourd'hui c'est l'antilibéralisme qui l'aide à faire avancer la seule cause qui lui tient à cœur: reconstruire le nationalisme dans tous les pays ●

Zaki Laidi est chercheur au CERJ, dernier livre paru: «La Gauche à venir. Politique et mondialisation»; éditions de l'Aube, 2001.

(1) ONG humanitaire britannique.